

Altermondialisme 2.0

Bulletin de liaison du réseau Intercoll

Mai 2017

Les défis du FSM



Chico Whitaker

En 2001, comme le disait alors le Monde diplomatique, le « vingtième siècle naissait à Porto Alegre ». Devant le Forum économique mondial de Davos, notre forum faisait surgir l'autre vision de l'avenir de ceux qui luttent pour « un autre monde possible », mais avec le temps, les initiatives s'affaiblissent lorsque les circonstances qui ont conduit à son surgissement changent. Aujourd'hui, le monde a changé. Le Forum de Davos a perdu de son éclat, s'empêchant de se parler à lui-même ! Entre-temps, les « seigneurs du monde » sont dépassés par la crise écologique, les guerres, les grands flux migratoires, l'austérité, qui vont au-delà même du néolibéralisme et qui produisent la xénophobie, la lutte pour l'hégémonie, la crise de la démocratie représentative, etc.

Pour nous, partisans du FSM, il faut avoir le courage de regarder les choses en face. Le Forum doit continuer, mais il doit surtout changer. Pour développer ce point de vue critique, il faut examiner trois ordres de questions :

- L'« évènement » FSM.
- Le « processus FSM », plus ample que le Forum comme tel, qui continue de se développer par la multiplication de forums régionaux, nationaux, locaux et thématiques, inspirés par la Charte de principes.
- Le Conseil international (CI) – la seule instance dont nous disposons pour légitimer l'« évènement » – qui est actuellement plutôt vidé de sa substance.

Le paradoxe actuel est que nous avons des problèmes avec l'« évènement » et avec le CI, tandis que le « processus » continue à se déployer. Cependant, ce « processus » a encore besoin d'être alimenté par l'« évènement ». Si le « processus » devient orphelin, il y a des risques qu'il s'épuise à son tour. Ainsi, il faut tenter d'adapter l'« évènement » en fonction de nouvelles circonstances. C'est tout un défi, qui va demander beaucoup de créativité. Pour cela, il faut entreprendre un vaste débat, au-delà des groupes de travail actuels. Tout en tenant compte des membres actuels du CI, il faut aussi élargir la participation, en intégrant le plus possible les « facilitateurs » des multiples évènements ayant lieu dans le « processus FSM ». Je crois que l'« évènement » reste un outil pour la construction d'une nouvelle culture politique – horizontale et autogestionnaire – qui rende effectivement possible l'« autre monde » et aide l'articulation, en construisant l'unité dans le respect de leur diversité, des organisations et mouvements sociaux qui se battent pour cet autre monde. La création d'espaces ouverts reste également nécessaire, quitte à procéder à des améliorations méthodologiques. Celles-ci doivent faciliter la reconnaissance et le soutien mutuels entre mouvements et organisations et la formation de réseaux autour d'objectifs communs, dans les luttes politiques diverses. N'oublions pas non plus que l'« évènement » a été un instrument pour que le message d'espoir du FSM atteigne les nombreuses et vastes régions du monde où il était (et est encore) inconnu. L'« évènement » doit maintenant être quelque chose de différent et de nouveau dans le processus dont il fait partie. Sans adopter le verticalisme et les structures pyramidales de certaines instances de convergence, il doit ouvrir de nouvelles pistes pour que la lutte gagne en efficacité et pour cela, nous devons effectivement inventer ! Le jeu en vaut la chandelle, comme le dit l'expression consacrée.

Chico Whitaker (Sao Paulo)

Le FSM en 2018 : la proposition brésilienne

Quatre mois se sont écoulés depuis la réunion du CI durant le Forum Social des Résistances à Porto Alegre en janvier dernier. Au cours de cette période, un intense processus de dialogue et de consultations a été réalisé au sein de la société civile de Bahia et du Brésil et auprès de partenaires potentiels, conduisant à l'adhésion de centaines d'organisations et de mouvements à la proposition, mais aussi à la mise en place d'un Collectif Brésilien pour le FSM à Bahia à la fin du mois de mars 2017. Cette période de consultations s'est terminée par un séminaire national des mouvements sociaux brésiliens, organisé à Salvador les 26 et 27 mai 2017, où s'est exprimée une volonté générale de la part des différents secteurs de la société civile de Bahia et du Brésil de contribuer à une construction collective, créative et transformatrice face au grave et incertain contexte brésilien, latino-américain et planétaire. Nous proposons que le thème central du FSM 2018 traite des Peuples, des Territoires et des Mouvements en Résistance.

Sont prévues en fin d'année 2018 au Brésil des élections de la présidence de la république, des gouvernements d'état et des parlements fédéral et des divers États. Cependant, le contexte de coup d'état institutionnel reste profond, l'avenir est incertain et la possibilité d'événements futurs qui affectent ce scénario ne peuvent être ignorées. Même dans un contexte électoral au Brésil, nous réaffirmons que l'autonomie des mouvements sociaux dans le cadre de cette construction sera conservé, en accord avec la Charte des Principes du FSM. Quoiqu'il en soit, selon l'avis des organisations et des mouvements sociaux

présents dans ce débat, les élections doivent être considérées comme une occasion d'approfondir le débat critique entre la société civile, les partis politiques et les gouvernements progressistes, au Brésil, en Amérique latine et dans le monde. Pour cela, la coïncidence avec le calendrier électoral n'est pas un élément qui remettra en cause le caractère du FSM au Brésil à Bahia.

Le Collectif Brésilien des organisations qui soutiennent le FSM à Salvador va être soutenu par un groupe facilitateur d'environ 20 membres, formé par des organisations et des mouvements sociaux de Bahia, des organisations brésiliennes présentes dans le CI et des organisations et des mouvements de dimension nationale représentatifs de la diversité des luttes, avec la responsabilité de conduire et d'articuler cette construction collective.

Le Gouvernement de l'Etat de Bahia, dans un contexte de restriction des dépenses, a confirmé son soutien à l'événement et l'Université Fédérale de l'État de Bahia mettra à disposition son campus universitaire, où la plupart des activités aura lieu. Néanmoins, nous sommes conscients, en plus de la mobilisation et de l'organisation politique, que les ressources actuellement en perspective sont inférieures aux nécessités. D'autres soutiens déjà sont nécessaires pour commencer cette nouvelle étape de la construction de l'événement.

Pour résumer, les conditions politiques et financières minimales ont été créées. De cette façon, face à la décision des organisations et des mouvements brésiliens réunis à Salvador lors du séminaire national de réaliser l'événement, nous considérons qu'il est nécessaire que les membres du CI du FSM réaffirment leur soutien à cette initiative de façon à ce que nous puissions officialiser le lancement de la réalisation du FSM 2018 en Mars de l'année prochaine au Brésil, à Salvador.

COLLECTIF BRÉSILIEN DU FSM2018

Pour une charte mondiale pour la protection sociale

Lors du Forum des Peuples Asie – Europe en juillet 2016 à Ulaan Baator, l'initiative fut prise de rédiger une Charte mondiale pour les droits à la protection sociale. L'Organisation internationale du Travail a adopté, en 1952, une convention sur les normes minimales de la sécurité sociale. Néanmoins, les trois quarts de la population sociale n'ont pas accès à des systèmes de protection sociale compréhensifs et la moitié de la population mondiale n'a pas de protection sociale du tout. La protection sociale devrait garantir, à tous et à toutes, tout au long du cycle de vie, un revenu suffisant et un accès à des services sociaux afin de pouvoir faire face aux risques et aux accidents de la vie. Elle devra comprendre un ensemble d'initiatives et de mesures collectives et structurelles, basées sur la solidarité, afin de garantir les droits individuels et collectifs. Afin de réaliser ce droit à la protection sociale universelle et de lutter contre les inégalités, nous définissons les principes suivants en tant que référence pour tous les groupes qui préparent leur stratégie pour la lutte sociale :

- **Intégrer le droit à la protection sociale à la législation et les lois nationales.** Les autorités nationales ont la première responsabilité de garantir la protection sociale. Celle-ci devra être basée sur les droits et organisée dans un but non lucratif. Tous

les pays doivent ratifier et respecter les traités y afférents et intégrer le droit à la protection sociale à leurs lois nationales.

- **Respecter les normes fondamentales du travail et éliminer toutes les discriminations.** Les systèmes de protection sociale doivent comprendre les normes fondamentales du travail de l'OIT, un niveau adéquat de salaires décents, ainsi que des niveaux de revenu minimum. Ils devront éliminer toutes les discriminations basées sur le genre, la race, l'ethnicité, la nationalité, la religion et l'orientation sexuelle. Elles devront inclure un ensemble de services sociaux, tels que le droit à l'eau, à l'éducation, aux transports en commun, à l'énergie et à la communication au logement, à la formation professionnelle, etc.
- **Garantir des mécanismes de financement basés sur la solidarité pour une protection sociale universelle.** Même les pays les plus pauvres peuvent se permettre une protection sociale à condition d'avoir la volonté politique. Les ressources nécessaires pour un système de protection sociale bien développée devront être procurées par les niveaux national et international. Cependant, des politiques fiscales injustes, aux niveaux national et international réduisent la capacité des pays d'investir dans la protection sociale et les services sociaux essentiels. Davantage de coopération internationale sera nécessaire pour mettre fin à ces tendances destructives.
- **Impliquer les citoyens et les mouvements sociaux dans le développement et la gouvernance des systèmes de protection sociale.** La conception, le développement, le contrôle et l'évaluation des politiques nationales et internationales de protection sociale devront faire l'objet d'un processus participatif, inclusif et démocratique. Les organisations sociales, tels les syndicats, les mutuelles pour la santé basées sur la solidarité, les organisations des paysans, des petites entreprises, du secteur informel et des travailleurs du secteur domestique savent mieux que quiconque ce que sont les besoins réels des gens. Un dialogue social structurel peut contribuer à créer un support public aux systèmes de protection sociale.
- **Suivre des politiques cohérentes pour renforcer la protection sociale aux niveaux national, régional et international.** La protection sociale fait partie du processus de reproduction et ne peut être dissociée du processus de production, les deux étant orientés vers la soutenabilité de la vie. Par conséquent, les politiques publiques dans tous les secteurs ont un effet sur la capacité des pays de construire des systèmes de protection sociale englobant et universels, tels que les politiques environnementales et agricoles, les accords de libre-échange et d'investissement, etc. Les organisations financières et la coopération internationale en général ont une responsabilité énorme pour faciliter la tâche des Etats de procurer une protection sociale à tous/toutes.

Dans l'espoir que ces principes pour des systèmes de protection sociale universels peuvent servir de référence pour les mouvements nationaux et locaux et tous les groupes qui préparent leur stratégie de lutte sociale.

Francine Mestrum

OXFAM-Novib au Niger : la dérive d'une ONG

Les problèmes avec les pratiques et les orientations de certaines ONG du Nord ne sont pas nouveaux. Ils sont en grande partie la conséquence du fait que plusieurs d'entre elles sont dépendantes des États membres de l'OCDE ou des institutions internationales (contrôlées elles-mêmes par ces États). Il s'avère que les objectifs affirmés d'émancipation et d'autonomisation sont dévoyés et que consciemment ou inconsciemment, les ONG se rangent du côté des États et contre les peuples. C'est ce qui est arrivé récemment avec une ONG néerlandaise, Novib, qui se trouve en même temps membre de la famille OXFAM.

OXFAM-Novib s'aligne sur le gouvernement

Après onze ans de partenariat, OXFAM-Novib a décidé le 22 mars dernier de couper tout rapport avec l'association nigérienne Alternative Espaces Citoyens. Cette décision a été prise par la directrice d'OXFAM-Novib, madame Farah Karimi, soi-disant pour sanctionner un appel à chasser le président de la République qu'aurait lancé le secrétaire général d'Alternative Espaces Citoyens à l'occasion d'une manifestation à Niamey le 21 décembre 2016. Fait à noter, Karimi n'a pas cherché à connaître la version d'Alternative. Peu de temps auparavant, OXFAM-Novib avait jugé bon de maintenir ses appuis, en tenant compte des risques liés à un partenariat avec une organisation militante qui n'est guère appréciée par les autorités gouvernementales. Karimi n'a pas porté attention au fait que des milliers de personnes sont descendues dans les rues de Niamey en décembre dernier, à l'appel des organisations de la société civile. Elle ne semble pas savoir qu'entre 2001 et aujourd'hui, le secrétaire d'Alternative Espaces Citoyens a fait plusieurs séjours en prison, sans jamais être condamné devant une instance judiciaire. En mai 2015, accusé par le ministre de l'Intérieur d'association avec une entreprise terroriste, il a été remis en liberté provisoire après dix jours de détention à la Cellule antiterroriste à Niamey. Ces allégations n'ont à ce jour conduit à aucun procès. En réalité, la persécution vient du fait que l'Association avait produit un rapport très critique sur l'évacuation forcée de milliers de personnes vivant dans la région du lac Tchad. La rupture décidée par Farah Karimi relève d'une décision unilatérale prise par une seule partie pour des motifs qui n'ont fait l'objet d'aucune discussion préalable avec l'autre partie.

A.T. Moussa Tchangari

Secrétaire général, Alternative Espaces Citoyens

Depuis cette funeste décision, plusieurs associations ont réagi un peu partout dans le monde. Initiatives pour un autre monde (IPAM), qui regroupe en France plusieurs associations de solidarité internationale, a déclaré que la décision d'OXFAM-Novib « fragilise gravement une ONG partageant les valeurs démocratiques et solidaires défendues par OXFAM et, de ce fait, affaiblit les capacités de la société civile nigérienne à préserver ces valeurs face aux actions répressives d'un gouvernement qui n'entend aucunement les respecter ».

Fraude constitutionnelle en Turquie

Depuis la mise en échec du parti dominant (l'AKP) aux élections de juin 2015, le gouvernement turc mène une répression sans précédent à la suite de la tentative inacceptable de coup d'État du 15 juillet 2016. L'établissement de l'état d'urgence le 20 juillet 2016 est devenu prétexte à la mise en œuvre d'une répression sanglante contre la population kurde, les démocrates, militants syndicaux et des droits des LGBT, membres de

la communauté alévie, défenseurs des droits humains, avocats, universitaires pour la paix, journalistes... La modification de la constitution soumise à ratification par le référendum du 16 avril a eu pour objet de pérenniser cette situation en donnant les pleins pouvoirs au président Erdogan.



La campagne autour du référendum a été inéquitable. Tous les moyens de l'administration, centrale et locale, ont été mis à la disposition des partisans du « oui », tandis que la répression s'accroissait à l'encontre de l'opposition : une dizaine de députés et plus de 5 000 militants du deuxième parti d'opposition (HDP) ont été emprisonnés ; les militants syndicaux, politiques ou associatifs, partisans du « non », ont été censurés, harcelés par les forces de l'ordre, mis en garde à vue par des magistrats partiaux, leurs manifestations interdites ou réprimées. Des fraudes, bourrages d'urnes, l'acceptation de deux millions de bulletins et enveloppes non estampillés ont permis une trompeuse victoire du « oui » avec 51,4 % de voix exprimées, contre 48,6 % pour le « non », soit un écart de 1 379 934 voix. Présents sur place, les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et du Conseil de l'Europe ont critiqué la tenue du scrutin. Les deux partis de l'opposition ainsi que des milliers de manifestants dans toute la Turquie demandent son annulation.

Extrait du [Bulletin d'information pour les droits et libertés en Turquie](http://www.dlturquie.org)
(www.dlturquie.org)

Brésil : pour un programme d'urgence



Entretien avec João Pedro Stedile, dirigeant du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) et de la coalition « [Front Brésil populaire](#) », composée par plus de 80 organisations populaires et de partis de gauche.

Comment est organisé le camp de la droite ?

Lors des coups d'État antérieurs, celui de 1964 et pendant le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso en 1994, la bourgeoisie était unie et dirigée par une seule direction. Elle portait un projet pour le pays et disposait d'une importante arrière-garde au sein du capitalisme nord-américain. Aujourd'hui, elle n'a pas de projet pour le pays. Elle a perdu le soutien des Américains parce qu'elle s'est alignée derrière Hillary Clinton pendant la dernière campagne présidentielle. Elle cherche uniquement à préserver ses propres intérêts économiques. Les putschistes sont divisés entre le pouvoir économique et le groupe des « *délinquants* » du PMDB, dont le président Temer, qui détiennent le pouvoir législatif, mais qui commencent à se fissurer aussi. Il existe en plus un groupe idéologique composé de *Globo* et du pouvoir judiciaire, qui doit aussi faire face à de nombreuses contradictions internes. La situation idéale pour eux serait de neutraliser Lula, d'instaurer un gouvernement de transition, accepté par la majorité de la population et se mettre en situation de gagner les prochaines élections.

Dans ce contexte, que peuvent faire les travailleurs et les organisations populaires ?

Premièrement, il faut faire tomber les *putschistes* et suspendre toutes leurs mesures législatives prises contre le peuple. Ensuite, il faut mettre en place un gouvernement de transition qui convoque l'élection présidentielle pour octobre 2017 et qui étudie une réforme politique immédiate pour garantir l'exercice réel de la volonté du peuple, et enfin procéder à l'élection d'un nouveau Congrès. Il faut aussi que le nouveau gouvernement s'engage dès sa prise de fonction à convoquer une Assemblée constituante destinée à bâtir un nouveau modèle démocratique définissant le régime électoral. En parallèle, nous proposons un « Plan populaire d'urgence » comportant plus de 70 mesures qui devraient sortir le pays de la crise économique, sociale et politique. Nous voulons organiser de grandes mobilisations dans toutes les capitales et les grandes villes du pays.

Comment empêcher les retours en arrière imposés par le programme des *putschistes* ?

Il faut mobiliser, lutter et ne pas abandonner les rues. Dans les prochains jours, nous travaillerons dans la perspective de la grève générale indéfinie. La bataille des prochains

jours sera décisive afin de fixer un cap pour le pays dans les années à venir. La force de la classe des travailleurs ne peut s'exprimer que dans les rues.

Extraits d'un entretien réalisé dans le journal **Brasil de Fato**, 18 mai 2017¹

Bientôt, le grand rendez-vous altermondialiste européen



C'est confirmé : cet été, l'Université d'été européenne des mouvements sociaux aura lieu en France, à Toulouse précisément. Réservez dès à présent quelques jours pour y participer, du 23 au 27 août 2017 à l'université Toulouse Jean Jaurès ! Quelques mois après les élections en France, il sera grand temps de nous retrouver pour faire le point et construire ensemble les mobilisations, résistances et alternatives de demain, d'autant plus que les discussions sur le Brexit qui s'enlisent, le vote du CETA contre l'avis des citoyens et la montée des extrêmes-droites nous rappellent chaque jour un peu plus la nécessité de trouver des réponses aux manques de l'Union européenne telle qu'elle s'est construite jusqu'ici. Les perspectives à l'échelle du monde n'étant guère plus réjouissantes, il y a urgence à réaffirmer collectivement notre volonté et notre détermination à bâtir sans plus attendre un autre monde !

Informations : **ATTAC**, <https://france.attac.org/>

Forum social algérien

Lors du Forum social algérien les 19-20 mai dernier, un bilan très sombre a été présenté sur la situation des droits en Algérie. Selon les participants-es, il y a eu dans ce pays un recul énorme en matière de libertés, que ce soit sur le plan de la législation ou sur celui de la pratique quotidienne caractérisée par les arrestations arbitraires, le harcèlement des militants et citoyens et dans certains cas leur emprisonnement et l'interdiction de manifestations et de réunions. Par ailleurs, les femmes subissent une double répression venant de la part du régime qui les considère comme des mineures éternelles et de la part d'une société patriarcale. Devant cette situation, le Forum a demandé le « respect de toutes les libertés individuelles et collectives, dont de l'expression, l'information, la presse, la pensée et la conscience ». Le Forum revient aussi sur la nécessité de respecter « la liberté de réunion et de rassemblement ainsi que l'abrogation de la 12/06 relative aux associations ». Le Forum a également exigé « la liberté de circulation de personnes en

¹ <https://www.brasildefato.com.br/2017/05/18/stedile-precisamos-de-elecciones-directas-ya-y-de-un-plan-popular-de-emergencia/>

procédant à l'ouverture des frontières, notamment la frontière algéro-marocaine où des réfugiés syriens sont bloqués dans un no man's land entre les deux frontières ».

Mobilisation syndicale

Le Forum social algérien salue la mobilisation du front syndical qui a donné de l'espoir à la société à l'ouverture du champ démocratique déjà verrouillé. Il faut continuer et

- Militer pour préserver nos libertés syndicales en vue de ne pas perdre nos acquis et droits sociaux.
- Encourager la solidarité entre les organisations syndicales et la société civile en cas de répression.
- Revoir la pratique syndicale pour s'adapter à la situation qu'impose la domination du FMI et des multinationales.
- Se préparer à plus de mobilisations pour faire reculer le gouvernement sur le projet du Code du travail et la remise en cause de la retraite anticipée.
- Dénoncer la tenue des ententes tripartites (UGTA/patronat/gouvernement) et appeler à faire associer les syndicats autonomes représentatifs des travailleurs à toute décision.
- Encourager le principe de l'autonomie des syndicats par rapport à l'État, l'argent et les partis politiques en vue d'éviter toute forme de domestication et de bureaucratisation.

Les syndicats doivent résister au rouleau compresseur du capitalisme mondial destructeur des acquis et droits sociaux des travailleurs.

Forum social algérien

États-Unis : confrontations décisives

Depuis que Trump a accédé à la présidence des États-Unis, le pays a connu une série de controverses politiques, un barrage d'initiatives législatives et réglementaires de droite et une résistance renforcée de divers secteurs de la société. Une bonne part de la population reste inquiète. Beaucoup craignent qu'il déclenche une guerre avec la Corée du Nord ou un autre État, afin de détourner l'attention de ses échecs sur le front intérieur et pour justifier la répression de ses adversaires. Le programme de Trump a essuyé l'opposition de nombre de juges fédéraux et de parlementaires de l'opposition. Les femmes, les immigrés-es et leurs alliés-es, comme les défenseurs-esses de l'environnement ont montré leur opposition par des manifestations massives. Les citoyens-nes ont envahi des assemblées municipales afin d'y interpellier leurs représentants-es. Le mouvement ouvrier a jusqu'ici été incapable de jouer un rôle significatif, divisé entre les secteurs du bâtiment et des mineurs de charbon, empressés à collaborer avec Trump, et les employés-es du secteur public qui s'opposent à lui, ainsi que nombre de syndicats qui restent sur le ballant.

Trump, avec un cabinet de milliardaires, de dirigeants de grandes entreprises, de généraux et de républicains très à droite, vise à détruire l'État social, éliminer la régulation gouvernementale, réduire les libertés publiques et restreindre les droits politiques. Les décrets exécutifs initiaux de Trump et ses initiatives législatives ont été particulièrement réactionnaires, mais ont aussi été jusqu'ici des échecs. Trump a par deux fois tenté d'imposer une interdiction d'entrée pour les musulmans-es, mais a été débouté par les tribunaux. Il a tenté d'annuler et de remplacer l'Obamacare ; jusqu'ici, ses mesures ne sont passées qu'au Congrès, mais pas au Sénat, du fait de l'opposition de certains républicains plus conservateurs et des démocrates.



Les propositions budgétaires de Trump, qui n'ont pas encore été adoptées par le Congrès, porteraient sur plus de quatre mille milliards de dollars pour l'année, avec de très fortes augmentations pour la défense (+10 %) et des coupes pour l'Agence de protection de l'environnement (-31 %), les départements de l'agriculture et du travail (-21 % chacun), la santé et les ressources humaines (-6 %), et l'éducation (-14 %). Selon le *New York Times*, le plan fiscal de Trump constitue un transfert de milliers de milliards de dollars des caisses publiques fédérales des É.-U. vers les familles les plus riches et leurs héritiers. Ce plan supprimerait l'impôt sur les successions et ferait passer l'imposition des entreprises de 35 à 15 %.

L'opposition à Trump a été énorme. Un demi-million de personnes ont participé à la marche des femmes sur Washington D.C. le 21 janvier et 4 millions d'entre elles ont participé aux marches sœurs à travers le pays, le plus grand témoignage de protestation de l'histoire de la nation. Une foule de l'ordre de 200 000 personnes a rallié la marche sur le climat de Washington D.C. ce 29 avril, alors que des dizaines de milliers de gens ont rejoint des mobilisations analogues. Les deux mobilisations « Un jour sans un immigrant » ont compté des dizaines de milliers de participants-es, mais c'est seulement la puissance du mouvement ouvrier et des tentatives concrètes d'obstruction du gouvernement de l'économie et de la société qui permettront d'arrêter Trump et idéalement de le chasser de la Maison-Blanche.

Extrait d'un texte de **Dan La Botz** (syndicaliste et activiste états-unien) publié dans Solidarités (Suisse), 18 mai 2017 (www.solidarites.ch/journal/d/article/8081)

Espace de réflexion

La culture et l'émancipation : la réflexion d'Amilcar Cabral

La culture n'est pas un simple artéfact ou une expression esthétique de coutumes ou de traditions. C'est un moyen par lequel les gens affirment leur opposition à la domination, un moyen de proclamer et d'inventer leur humanité, un moyen d'affirmer le pouvoir d'agir et la capacité de faire l'histoire. En un mot, la culture est l'un des outils fondamentaux de la lutte pour l'émancipation.

Pour Cabral, la culture a des fondations concrètes, « le produit de cette histoire, comme une fleur, est le produit d'une plante. Comme l'histoire, ou parce qu'elle est l'histoire, la culture a comme fondations le niveau des forces productives et les modes de production. La culture plonge ses racines dans la réalité physique de l'humus environnemental dans lequel elle se développe et reflète la nature organique de la société ».

La culture, insiste Cabral, est intimement liée à la lutte pour la liberté. Alors que la culture comprend de nombreux aspects, elle « ... pousse plus profondément à travers la lutte du peuple, et non pas à travers des chansons, des poèmes ou du folklore. [...] On ne peut s'attendre à ce que la culture africaine progresse si l'on ne contribue pas, de façon réaliste, à la création des conditions nécessaires à cette culture, à savoir la libération du continent ». En d'autres termes, la culture n'est pas statique et immuable, mais elle ne progresse que par l'engagement dans la lutte pour la liberté.

La libération nationale, dit Cabral, « est le phénomène dans lequel un ensemble socio-économique rejette la dénégation de son processus historique. La libération nationale d'un peuple est la reconquête de sa personnalité historique, c'est son retour à l'histoire par la destruction de la domination impérialiste à laquelle il était soumis ».

Firoze Manji (auteur de *Claim No Easy Victories : The Legacy of Amilcar Cabral*).

Intercoll est un espace d'élaboration et de confrontation des mouvements sociaux et citoyens. Il vise à participer à l'émergence progressive d'un nouvel « intellectuel collectif international » à partir de l'élaboration des mouvements et des réseaux de recherche et d'éducation populaire qui leur sont liés. Intercoll ambitionne de créer un espace international et multiculturel. Plusieurs démarches sont en cours:

- Constitution de groupes de travail sur des thèmes proposés et retenus.
- Construction d'un mur des questions que se posent ou devraient se poser les mouvements sociaux.
- Mobilisations et actions citoyennes proposées par nos partenaires.
- Une enquête permanente sur la stratégie des mouvements sociaux.
- Événements, séminaires, conférences, manifestations diverses

<http://intercoll.net/?lang=fr>